

Conflit d'intérêt

1. Pouvez-vous définir ce que sont les conflits d'intérêt et sur quoi ils portent ?
2. Serait-il approprié d'accepter l'offre de prêt d'un chalet de ski par un bénéficiaire d'un programme de contribution ou de subvention ?
3. Par l'entremise d'un fonctionnaire, une association dont il est membre peut-elle acquérir à prix coûtant à un fournisseur de l'administration certains produits ou services ?
4. Que penser d'un employé qui embaucherait son beau-frère dans le cadre d'un contrat sans appel d'offres ?
5. Pensez-vous qu'un ancien fonctionnaire puisse se servir des connaissances qu'il a acquises dans le cadre de ses fonctions pour un nouveau travail dans le privé ?
6. Pourrait-il contacter certains anciens collègues pour faciliter les choses, lors d'affaires compliquées ?
7. Jusqu'où un politique peut-il demander à ses collaborateurs de la fonction publique d'intervenir pour préparer certains dossiers propres à son parti ?
8. Pensez-vous légitime que dans la manière de préparer un dossier un fonctionnaire influence l'opinion du politique dans le sens de ses propres idées ?
9. Dans quels cas est-il possible, selon vous, qu'un fonctionnaire n'impose pas d'amende pour une infraction, alors que cette amende est généralement imposée pour une infraction de ce type ?
10. Avez-vous été témoins de cas où les cahiers des charges des appels d'offre sont rédigés de manière que certains soumissionnaires l'emportent ?
11. Sachant que plusieurs fournisseurs pourraient fournir certains produits ou services équivalents, que faire si votre supérieur vous demande d'attribuer un contrat à un fournisseur unique ? Votre réponse est-elle différente si c'est là la volonté du politique ?

Etude de cas

Situation

Le cordon ombilical contient une multitude de substances qui garantissent les défenses immunitaires de l'enfant à naître. Parmi celles-ci, des chercheurs ont pu repérer une substance essentielle à l'organisme pour résister à un type fréquent de leucémie.

Actuellement, c'est par le transfert de moelle épinière, ponctionnée sur une personne saine au rhésus sanguin compatible avec celui de la personne malade, que l'on tente, avec quelque succès, de contrer cette maladie du sang. Cela nécessite une opération qui comporte des risques et l'on manque régulièrement de donneurs.

Les chercheurs sont parvenus à cultiver la substance contenue dans le cordon ombilical de sorte qu'on puisse l'administrer à dose nécessaire pour lutter contre la leucémie, avec de meilleurs succès que par ponction lombaire.

Seulement voilà : ce nouveau procédé n'est valable que si on administre au patient la substance contenue dans son propre cordon ombilical. Aussi, une entreprise s'est fixé comme but de constituer une banque de cordons ombilicaux prélevés à la naissance, pour pouvoir disposer de ce matériau et cultiver la substance en question, en cas de nécessité.

L'entreprise demande l'autorisation à l'hôpital cantonal de présenter aux futures mères cette découverte scientifique et les possibilités qu'elles ouvrent aux êtres à naître. L'entreprise demandera la permission de prélever le cordon ombilical qui relie l'enfant à sa mère pour l'introduire dans la banque de cordons dûment répertoriés. Contre cette prestation, fixée par voie contractuelle, l'entreprise demande Fr. 1500.- aux parents.

L'hôpital est saisi de cette demande. Il doit donner son accord ou le refuser.

Question

Quelle réponse lui suggérez-vous, et pour quelles raisons ?

Egalité de traitement
Volonté de "servir" bien-être

existence des procédures

équité et respect des procédures (justices)

accueil et communication (images)

respect / responsabilité de soi / des autres

respect des procédures

intérêt général

économie des moyens

intégrité et impartialité

professionnalisme.

valeur humaine.

écoute.

travail en équipe.

savoir faire vs savoir être.

équité de traitement.

citisme (en tant que citoyen)

sensu citoyen

solidarité (exclusion)

pluralité

qualité des prestations

prévention

• respect des lois

transparence.

no de
pays de
l'OCDE
sur 29

Impartialité

24

Légalité

22

Intégrité

18

Transparence

14

Efficacité

14

Egalité de traitement

11

Responsabilité

11

Justice

10